

**FILE COPY  
RETURN TO  
DISTRIBUTION**

Bureau C. 111



Distr.  
GENERALE

S/12000  
1er mars 1976  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 1er MARS 1976, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE ARABE  
LIBYENNE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 23 février que l'Observateur permanent par intérim de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies vous a adressée au sujet de la profanation de la mosquée Al-Aqsa. D'ordre de mon gouvernement, je vous serais obligé de bien vouloir distribuer la lettre susmentionnée comme document officiel du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, etc.

Le représentant permanent,  
(Signé) Mansur R. KIKHIA

ANNEXE

Lettre datée du 23 février 1976, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur permanent par intérim de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, j'ai l'honneur de vous saisir du rapport ci-joint dans l'espoir que vous voudrez bien le porter à l'attention des Etats Membres.

L'observateur permanent par intérim  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) Zehdi Labib TERZI

### Annexe

Le mercredi 28 janvier 1976, un juge nommé par les forces sionistes racistes d'occupation pour présider un tribunal de Jérusalem a décidé que "les juifs ont le droit de prier" dans le site sacré d'Al-Haram Al-Sharif. Le juge Ruth Or aurait déclaré : "J'aurais eu peine à le croire si je ne l'avais entendu de mes propres oreilles; je veux parler de l'interdiction faite aux juifs de prier sur le mont du Temple, qui n'existe que depuis que le Gouvernement israélien en contrôle l'accès. Etant donné que le site est sacré pour les membres des deux communautés religieuses, le Ministère des affaires religieuses, afin de prévenir des troubles, aurait dû établir une réglementation précisant qui a le droit de prier, où et quand".

D'après la loi religieuse juive (Halacha), les juifs n'ont pas le droit de pénétrer dans le sanctuaire sacré jusqu'à ce que le retour du Messie annonce la reconstruction du Temple.

Le juge a acquitté les coupables qui avaient transgressé l'interdiction.

Forts de la décision prise par le juge, des groupes sionistes racistes de confession juive ont annoncé leur intention d'organiser des "journées de prière" à l'intérieur de la mosquée.

Ce qui est en jeu n'est pas la question de savoir qui a le droit de prier en un lieu donné de Jérusalem. Il s'agit là en fait d'une mesure politique visant à modifier le statut de Jérusalem. Cette mesure est conforme à la politique raciste que les sionistes mettent en oeuvre de façon suivie et qui consiste à éliminer les vestiges de l'héritage chrétien et musulman dans la Palestine occupée.

La décision du tribunal constitue une violation de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité, y compris la résolution 252 (1968), dans laquelle il est dit au paragraphe 2 que le Conseil "considère que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël ... qui tendent à modifier le statut juridique de Jérusalem sont non valides et ne peuvent modifier ce statut".

A la lumière de la loi religieuse juive (Halacha) et de la tradition religieuse musulmane séculaire, la décision prise par le juge sioniste raciste Ruth Or constitue un acte de profanation et de violation du site sacré d'Al-Haram Al-Sharif.

Conformément aux notions et traditions religieuses musulmanes, la zone d'Al-Haram Al-Sharif tout entière constitue une seule entité sacrée. C'est la troisième mosquée sainte de l'Islam. Les musulmans considèrent que le lien entre Al-Israa' et la mosquée est de nature divine. Ce sanctuaire est, à leurs yeux, la propriété commune de tous les musulmans, dans le monde entier.

Dans sa résolution 271 (1969), le Conseil de sécurité a constaté que l'acte exécrable de violation et de profanation de la sainte mosquée Al-Aqsa soulignait l'immédiate nécessité pour Israël de renoncer à agir en violation des résolutions du Conseil de sécurité et de rapporter immédiatement toutes les mesures et dispositions prises par lui qui tendent à altérer le statut de Jérusalem.

La décision du juge vise à modifier le statut de Jérusalem. Cette décision a davantage de poids et d'autorité que toutes les tentatives faites par l'administration pour maintenir en vigueur l'interdiction de tenir des services religieux juifs sur l'emplacement du sanctuaire sacré d'Al-Haram Al-Sharif.

L'Agence télégraphique juive a indiqué dans son bulletin de presse quotidien du 11 février 1976 que le Gouvernement israélien "avait déjà introduit un recours contre la décision du juge devant un tribunal supérieur". Or, aucune tentative n'a été faite pour obtenir une injonction d'un tribunal supérieur; les coupables ont été acquittés et le chef de la police sioniste raciste, Shlomo Hilel, n'a pas demandé une ordonnance de surseoir en attendant la décision d'un tribunal supérieur. La procédure d'appel est longue mais dans l'intervalle, d'après l'édition hebdomadaire à l'étranger du Jerusalem Post du 3 février 1976, plusieurs groupes juifs envisagent d'organiser des "journées de prière" à l'intérieur de la mosquée.

La décision du juge a provoqué une vague de manifestations violentes dans la plupart des grandes villes de la rive occidentale et dans la partie orientale de Jérusalem. Le 17 février 1976, l'Agence télégraphique juive a fait état de manifestations violentes - frisant l'émeute - dans la zone du Mont du Temple en signe de protestation contre la décision du juge à Jérusalem. L'Agence télégraphique juive a signalé que les forces d'occupation avaient imposé des restrictions aux résidents de Ramallah, Naplouse, Jenin et Tulkarm, leur interdisant de se rendre en Jordanie ou de recevoir des visiteurs venus de Jordanie. L'Agence télégraphique juive a également indiqué que la police israélienne avait empêché plusieurs tentatives d'organiser des manifestations à Jenin et Tulkarm, que les troubles avaient commencé dans la partie orientale de Jérusalem et que de très nombreux Palestiniens avaient été arrêtés. Le 12 février 1976, l'Agence télégraphique juive a fait état de l'arrestation de 26 étudiants arabes, le 10 février, elle a signalé l'arrestation de deux douzaines d'écopliers arabes qui avaient lancé des pierres contre la police au cours d'une journée de manifestations et de grève générale.

Al Fajr quotidien en langue arabe de Jérusalem, a rapporté jour après jour les manifestations, les arrestations massives, les brutalités commises contre les étudiants, les violations d'écoles et l'utilisation de bombes lacrymogènes et de blindés contre les manifestants. Les stations de télévision américaines ont montré des scènes d'engagements sanglants entre étudiants et policiers casqués.

On a atteint le comble le 22 février lorsque, à la suite d'interrogatoires et de tortures dignes des nazis auxquels se livrait l'officier de renseignements sioniste qui était de service, le major Shlomo Aharon, quatre Palestiniens sont morts dans la prison de Naplouse.

Deux autres Palestiniens ont été tués lors d'une attaque au hasard effectuée par des avions, des pièces d'artillerie et des blindés contre les villages de Hiwara et Burqa. Cette attaque a été suivie d'arrestations massives des habitants de ces villages et de l'imposition de couvre-feux arbitraires.

S/12000

Français

Annexe

Page 4

Les manifestations et les grèves continuent à Jenin, Tulkarm, Jérusalem, Jericho, Al-Bira et Hébron. Les affrontements, en se poursuivant, amèneront inévitablement un renforcement des méthodes d'oppression, ce qui entraînera une situation qui mettra en danger la paix dans la région.

-----

